

## Partie officielle

## CIRCULAIRE.

INSTRUCTIONS du Ministre de la Guerre relatives à la délivrance de la Médaille Coloniale.

La concession des médailles commémoratives et de la médaille coloniale, suspendue depuis la mobilisation, sera reprise en tenant compte des prescriptions suivantes :

10 — La médaille coloniale ne sera pas accordée gratuitement aux ayant droit, dont les titres seront acquis postérieurement au 2 Août 1914. Cette mesure a été déridée par analogie avec les dispositions relatives à la médaille commémorative française de la grande guerre. Celle-ci n'étant pas concédée à titre gratuit, la médaille coloniale, qui est également une médaille commémorative, ne pouvait être distribuée gratuitement pendant la même période. C'est pour cette raison que la date limite de la concession gratuite en a été fixée au 2 Août 1914.

20 — Les propositions adressées à l'Administration centrale postérieurement au 1er Avril 1914 et non suivies d'effet sont considérées comme périmées, en raison des nombreuses mutations qui ont pu survenir depuis cette date parmi les militaires qui en étaient l'objet.

30 — Un nouveau travail d'ensemble, concernant les ayant droit en activité de service sera établi par les corps et services auxquels ils comptent actuellement et envoyé directement au Ministre de la Guerre dans le plus bref délai.

Fait à Paris le 6 Octobre 1920. A. Millerand.

## CABLOGRAMME OFFICIEL

DAKAR, le 19 Octobre 20.

## COMMISSAIRE REPUBLIQUE ANECHO.

No. 384. Président Conseil a chargé Ministre Colonies transmettre ses félicitations à tous agents ayant pris part remise territoire ancien Togo pour manière heureuse tous égards dont transmission services a été effectuée. Ministre Colonies en me faisant part de cette communication y joint félicitations personnelles. Suis heureux vous transmettre et vous prier transmettre fonctionnaires Togo ce témoignage haute approbation Gouvernement.

BRUNET

## ARRETE No. 31.

constituant les Services du Commissariat de la République Française dans les Territoires occupés du TOGO,

Le Commissaire de la République Française dans les Territoires occupés du TOGO,  
Officier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Août 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu le décret du 20 Mai 1920 approuvant le Budget autonome des Territoires occupés du TOGO.

Vu les arrêtés du Gouverneur Général en date du 7 Août 1920 constituant le Commissaire de la Ré-

publique Française Ordonnateur des Recettes et des Dépenses du Budget du TOGO et créant une paierie à LOME.

Vu les instructions ministérielles notamment les cablogrammes 1171 du 17 Juillet, 1201 et 1204 du 25 Juillet, 1231 et 1233 du 28 Juillet, 1232 du 29 Juillet du Gouverneur Général de l'A. O. F.

## A R R E T E :

Art. 1er. — Les bureaux et services du Commissariat de la République Française dans les Territoires occupés du Togo sont constitués comme suit :

Secrétariat particulier.

Cabinet et bureau des Affaires politiques et économiques

Bureau des finances et du matériel

Service des voies de pénétration et des Travaux Publics

Service des Douanes

Service sanitaire et médical

Service des Postes et Télégraphes

## SERVICES AUTONOMES

Service de la Justice française - Tribunal de 1ère instance de LOME

Service du Trésor

Paierie de LOME

Bureau de la conservation foncière de LOME

Art. 2. — Les affaires sont réparties entre les différents Services suivant les indications figurant à l'ordre joint au présent arrêté.

Art. 3. — Les correspondances échangées entre le Commissariat de la République Française, les Chefs de service et les Commandants de Cercle doivent toujours porter l'indication des Services expéditeurs et destinataires en se référant aux rubriques indiquées ci-dessus.

Art. 4. — Le Chef du Bureau des Finances est délégué dans les fonctions d'Ordonnateur du Budget du TOGO.

LOME, le 1er Octobre 1920.

W O E L F F E L

## A R R E T E No. 39.

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANÇAISE au TOGO

Officier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Août 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu le cablogramme 1171 du 17 Juillet 1920 du Ministre des Colonies;

Vu la remise par les Autorités Britanniques aux Autorités Françaises en date du 1er Octobre 1920 des services administratifs des territoires de LOME et MISAHOE;

Vu la nécessité d'assurer le service de la police administrative et judiciaire dans les territoires nouvellement soumis à l'administration française.

## A R R E T E :

Art. 1er. — Il est créé à LOME un Commissariat de police. —